

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



PSA Poissy

Lundi 9 janvier 2023

Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef !

C'est donc mardi que Borne doit mettre les dernières paroles sur la ritournelle gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. Le suspense est quand même de plus en plus éminent. L'âge légal de la retraite sera-t-il repoussé « seulement » à 64 ans, car « 65 ans n'est pas un totem » ? Y aura-t-il aussi une généralisation de l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans bien avant 2035 (déjà prévus par la loi Touraine pour les générations nées après 1973) ? Le gouvernement aura-t-il recours au 49.3 ?

Tant de questions pour une seule réponse : c'est NON !

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraite. En augmentant de 5 % les salaires, ce serait automatiquement comblé !

Pourquoi tant de mensonges et d'acharnement depuis des décennies ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant.

Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie.

Alors quand c'est Ciotti, le chef de LR, qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter !

L'inquiétude peut changer de camp !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être !

Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fébrilité du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser. D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale !

Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales.

Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse.

Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches.

Salaires, retraites, conditions de travail, il faut que ça pète, ça ne peut plus durer !

Augmentation... du vent

L'augmentation de salaire sera de 4,4 % : 66 € pour un ouvrier à 1 500 € net. La direction essaie de rassurer les salariés : pas de panique on se reverra avec les syndicats béni-oui-oui en juin pour faire un bilan. Un bilan de quoi ? On sait déjà qu'on a du mal à faire nos courses et à payer nos factures. On n'a pas besoin de promesses pour nous endormir, c'est maintenant qu'on veut une vraie augmentation de salaires : 400 € pour tous !

Le Noël du Père voleur

L'année commence avec le vol de 2 jours de congés payés les lundi 2 et mardi 3 janvier, pour ensuite nous faire travailler 2 samedis et un dimanche. Et la direction limite encore énormément les 4^{es} semaines accolées cet été. C'est nous qui faisons les voitures, c'est à nous de décider ce qu'on veut faire de nos congés !

Et après on nous parle de sécurité ?

Montage, dans la nuit du 22 au 23 décembre, un véhicule a pris feu en plein sur la chaîne. Faute de pièces, la direction a décidé de faire monter une série de véhicules sans alternateurs. Ceux-ci régulent pourtant le flux électrique, ce n'était pas sans risque : la preuve.

Quand il s'agit de faire du chiffre, la sécurité c'est bien la dernière de ses priorités !

Baisser les cadences... mais garder les postes

Après avoir supprimé des équipes au Bacs batteries, Ferrage et Peinture, la direction voudrait baisser la cadence des Bacs batteries Peinture. Elle va dispatcher du personnel à droite et à gauche. Tant mieux pour ceux qui voulaient changer, mais pour les autres on peut aussi baisser les cadences en gardant tous les postes !

PSA : collecteur d'argent public

Le Conseil régional de Bretagne et Rennes Métropole ont accordé 3,8 millions d'euros de subventions à PSA. Le but officiel est de soutenir l'emploi à l'usine de PSA Rennes, mais c'est un mensonge, car aucun engagement n'est demandé à PSA.

Ces élus savent que les subventions passées ne vont pas empêcher de supprimer de nombreux postes. Ça ne les empêche pas de distribuer l'argent public à un groupe qui fait 21 milliards de profits en 18 mois...

Tavares : numéro de pleureur en forme de menaces

À un salon à Las Vegas, Tavares a multiplié les jérémiades : il faudrait se préparer à « un combat terrible » avec la concurrence... « si le marché se contracte, nous n'avons pas besoin d'autant d'usines. Certaines décisions impopulaires devront être prises ». Fermer des sites et licencier massivement : avec ses menaces, Tavares veut réclamer encore plus de subventions et d'aides politiques de la part des gouvernements.

Oui il va y avoir un combat terrible, mais il faut que ce soit celui des ouvriers pour augmenter les salaires et conserver les emplois, contre les attaques de nos patrons. Un combat qui sera, lui, populaire.

Rallye démonté Carlos

Fin janvier, le compétitif Carlos Tavares se retrouvera encore au départ du Rallye Monte Carlo, au volant d'une Peugeot 104 ZS2 de 1979. Vieux modèle. Dans ce « combat terrible contre la concurrence », espérons pour Carlos qu'il ne s'enverra pas dans le décor !

Par amour du profit, Tavares veut s'envoyer en l'air

Stellantis et l'entreprise américaine Archer se sont alliées pour produire aux USA en 2024 des avions électriques à décollage et atterrissage verticaux pour 4 passagers. Stellantis fournit 150 millions de dollars à ce projet pour créer ces taxis volants... pour riches !

Tavares était peut-être jaloux des fusées SpaceX du milliardaire excentrique Elon Musk !

Y a pas de petits marchés !

La direction de Stellantis a annoncé vendredi dernier la création d'une division appelée Mobilights qui aurait pour vocation d'exploiter les données enregistrées dans ses véhicules connectés pour les revendre aux sociétés d'assurance.

Le pognon qu'elle se fait sur notre dos ne lui suffit pas, il faut aussi qu'elle s'en fasse sur celui des trajets des clients !

Salaires : la force des travailleurs c'est la grève !

Les salariés de GRDF ont obtenu 200 € minimum d'augmentation suite à leur grève de 6 semaines. Cette filiale gaz d'Engie avait versé plus de 500 millions d'euros à ses actionnaires en 2022. Les salariés refusaient l'augmentation de 2,3 % et la prime de 1 000 € proposées par la direction... et acceptées par certains syndicats dans leur dos.

La direction a envoyé des huissiers sur les piquets de grève en accusant dans les médias les salariés en lutte de couper le chauffage aux usagers (notamment dans la ville très chic de Neuilly-sur-Seine). Vu les tarifs, c'était surtout Engie qui forçait à baisser le chauffage !

Mais les grévistes ont passé des milliers de foyers populaires de Marseille ou Clermont-Ferrand en mode gratuit. Une action symbolique, mais qui montre que ce sont eux qui font tourner la machine à profits de GRDF.

Collecte de L'Étincelle : merci à tous !

La collecte aux drapeaux rouges du 13 décembre nous a permis de réunir 129 € merci à tous ceux qui ont donné et aussi à ceux qui ont cherché au fond de leurs poches.

De quoi continuer à dénoncer bien des sales coups à PSA et ailleurs !

Pour retrouver toute notre actualité sur les réseaux :
Site : <https://nouveupartianticapitaliste.fr>
Facebook : Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA
<https://www.facebook.com/pro-file.php?id=100089303852942>